



Par la mobilisation sociale, amplifions le rapport de forces pour la défense et la reconquête des services publics locaux et d'une fonction publique de carrière

Services publics et fonction publique sont au cœur du débat de la campagne électorale.

Le patron du Medef, Gattaz, exige 100 milliards de baisses des dépenses publiques pour le prochain quinquennat alors que les besoins de la population ne cessent d'augmenter. La France compte ainsi 6 millions d'habitants de plus depuis 2000.

La fonction publique territoriale est dans le collimateur de certains candidats. : Fillon annonce un plan social de 500.000 suppressions postes de fonctionnaires dont l'essentiel dans la territoriale ; celui annoncé par Macron est 120.000 suppressions d'emplois de fonctionnaires dont 70.000 venant des collectivités locales.

De son côté, Marine Le Pen développe un discours démagogique de défense des services publics. Dans la réalité, sa politique est anti syndicale, anti ouvrière, anti fonctionnaire. Les fonctionnaires seront – comme ils le sont déjà dans les collectivités dirigées par le Front National- une cible privilégiée de sa politique.

Les fonctionnaires ont déjà subi la politique d'austérité imposée par les gouvernements successifs : carrières bloquées avec PPCR ; perte du pouvoir d'achat avec le gel du point d'indice ; suppressions de services publics, privatisations, mutualisations

Les fonctionnaires sont en outre confrontés à une politique de démantèlement de la fonction publique, d'individualisations des droits, de mise en concurrence des fonctionnaires entre eux : RIFSEEP, primes au mérite, création de nouveaux grades pour les A++ (ingénieur général, administrateurs général, attachés hors classe, ingénieur principal hors classe...)

Toute cette politique est au service de la destruction de la fonction publique et des services publics avec la réforme territoriale (métropoles, grandes régions) dont notre UFICT avec la fédération exige l'exigence d'abrogation.

Pourtant, les services publics sont indispensables à la vie collective. Ils sont le bien de tous et facteurs de progrès social.

Il n'y a pas de services publics sans fonction publique.

C'est pourquoi, les agents des collectivités locales ne se résignent pas. Dans de nombreuses collectivités locales ils se battent pour la défense de leur carrière, de leurs conditions de travail, des services publics, des droits qu'ils ont arrachés par la lutte dans leur collectivité respective.

C'est la mobilisation sociale qui permet d'amplifier le rapport de forces pour la défense et la reconquête des services publics et d'une fonction publique de carrière.

La CE de l'UFICT appelle ses syndicats, ses sections et ses affiliés à s'inscrire dans les mobilisations à venir, à commencer par celle du 21 mars

Fait à Montreuil le 9 mars 2017